



EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI



CONSTITUONS UN FRONT DE RÉSISTANCE À L'AUSTÉRITÉ P.3

SNCB : REPRENDRE LE CHEMIN DE LA GRÈVE, EN L'ORGANISANT À LA BASE P.5

BRÉSIL : DILMA, DÉGAGE ; TEMER, DÉGAGE ; DÉGAGEZ TOUS ! P.8

FRANCE : MONTÉE DE LA LUTTE CONTRE LA RÉFORME DU TRAVAIL P.10

R.-U. : DANS L'EUROPE OU HORS DE L'EUROPE : UNE AFFAIRE DE PATRONS ! P.12

UN COLLECTIF DE FEMMES SANS PAPIERS QUI BOUGE ! P.16

Nous ne devons pas accepter : nous devons lutter !

Il est difficile d'accepter, comme l'affirment certains dirigeants syndicaux et de la gauche, que le 1er mai soit un jour de « fête » pour les travailleurs et les travailleuses, surtout quand on voit que notre qualité de vie et nos droits se dégradent tous les jours. Tant dans le domaine de la répression et des politiques sécuritaires que dans celui des politiques socio-économiques, l'offensive du gouvernement et du patronat ne fait que s'intensifier. Il faut de toute urgence préparer plusieurs « journées de lutte » pour pouvoir maintenir nos droits.

Les attentats du 22 mars ont donné l'opportunité au gouvernement d'avancer dans l'application de ses politiques. Ces cruels attentats vont à l'encontre des intérêts des travailleurs : ils sèment la mort et la terreur parmi ceux-ci et servent d'excuse aux gouvernements pour augmenter la répression et diffuser des discours racistes. Sous prétexte de la sécurité, le nombre de militaires et de policiers dans les rues a augmenté, des manifestations et des rassemblements sont interdits, des militants et des activistes sont arrêtés. Des membres du gouvernement se permettent de lancer des propos racistes, stigmatisant une partie des travailleurs d'origine immigrée, et cela devient déjà « normal » de la part des membres de la coalition gouvernementale. Nous ne pouvons pas l'accepter !

Comment croire que la Belgique veut apporter la paix et combattre le terrorisme, alors qu'elle achète de nouveaux avions F 35 qui auraient la capacité de larguer une bombe nucléaire américaine B-61. Ces avions ne servent qu'à détruire des pays entiers et à soumettre leur

population à la misère et la surexploitation. La preuve, c'est ce que nous appelons « la crise des réfugiés » : des millions des personnes aux portes de l'Europe qui cherchent à fuir les bombes et à trouver un travail pour se nourrir. Nous ne pouvons pas l'accepter !

Sur le plan socio-économique, le gouvernement boucle son budget. Parmi les mesures les plus concrètes, le contrôle des allocataires sociaux, la remise au travail des travailleurs en maladie ou invalidité, et la proposition de loi d'annuler le temps de travail et de l'adapter donc aux besoins des entreprises. Ces mesures attaquent directement les travailleurs, en faveur du patronat. Nous ne pouvons pas l'accepter !

Le droit de grève sera également modifié. Faute d'accord au sein du « Groupe de Dix » (composé par les représentants patronaux et syndicaux), c'est au gouvernement Michel ou au parlement de décider sur les modifications de ce droit d'action collective, le tout dans un cadre idéologique et répressif dans lequel des grévistes sont attaqués en justice, traités « d'ennemis de l'Etat » ou d'« irrespectables ». Nous ne pouvons pas l'accepter !

Fin avril, des manifestations ont été organisées par les directions fédérales des syndicats : la FGTB à Bruxelles, Charleroi et Liège le 21, et la CSC le 22 à Bruxelles. Si elles ont réuni quelques milliers des personnes, elles sont bien évidemment insuffisantes pour arrêter le gouvernement. Il est nécessaire d'avancer dans les actions et les mobilisations.

Manifester et renforcer la mobilisation, contre la répression et les lois sécuritaires, contre la réforme du travail,

pour les droits des sans-papiers et des demandeurs d'asile, contre l'achat d'avions bombardiers, contre l'extrême droite et le racisme ! Nous devons organiser un plan de mobilisations plus conséquent, avec des assemblées qui décident et appliquent un plan de mobilisations autour de revendications claires.

Cela relève évidemment de la « responsabilité » des directions syndicales qui, outre la timide mobilisation de fin avril, n'appellent pas à se mobiliser en défense du droit de grève. Nos hautes instances syndicales ne le font pas, parce que leur choix est clair : négocier les modalités des plans d'austérité avec les patrons et le gouvernement au lieu de s'y opposer. Nous ne défendons pas cette politique de collaboration de classes et nous devons, lors de ces élections sociales, élire des camarades combattifs pour remplacer cette caste bureaucrate à la tête de nos syndicats qui ne fait qu'organiser nos défaites.

Nous croyons qu'il est nécessaire de construire un rapport de forces indépendant de ces directions. Et nous devons profiter de toutes les occasions pour avancer dans ce sens-là. Les élections sociales sont une opportunité pour s'organiser et mobiliser à la base. Construire un nouveau rapport de forces, cela sera seulement possible en unifiant les luttes et les expériences des travailleurs dans les entreprises, contre le gouvernement, contre les licenciements et les réformes du travail, pour la solidarité des travailleurs en lutte, en Belgique et ailleurs. Et en construisant dans ces mobilisations une nouvelle direction pour organiser et coordonner nos luttes. ■

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 24 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Ed. resp. J.Talpe - rue de l'Élan 73 - Bruxelles

NON à l'austérité, sous aucun prétexte !

« Nous décidons une baisse historique du coût du travail à concurrence de 4 milliards d'euros. » C'est ce qu'annonçait le gouvernement Michel dans la Déclaration gouvernementale lors de son entrée en fonction en octobre 2014, en précisant que la baisse des cotisations patronales à la sécurité sociale de 33 % à 25 % sera inscrite dans la loi, que le « handicap salarial » sera résorbé, que le saut d'index sera peaufiné, que le marché du travail sera « modernisé », que l'âge de la pension sera augmenté et les conditions durcies, sans parler de la politique d'asile avec comme « principe » l'expulsion « volontaire si possible et forcée au besoin ». **Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce gouvernement tient parole !**



L'indexation des salaires

Après « l'index santé »,¹ il y a 20 ans, le parlement a carrément décidé d'un « saut d'index », introduit en avril 2015 avec maintenant l'excuse de « la promotion de l'emploi ». **Le coût de la vie a donc augmenté, mais nos salaires n'ont pas suivi. Et ce retard ne sera jamais rattrapé.** De plus, la « norme salariale » pour réduire le dénommé handicap salarial, déjà réduite à 0 % à partir de 2013, est maintenant aussi d'application pour les entreprises publiques.

La diminution des dépenses publiques et des cotisations patronales

D'autre part, le « coût du travail » est aussi revu à la baisse en réduisant la partie destinée aux dépenses globales pour les soins de santé, l'éducation, les pensions, sous le nom de code de *Tax shift* : une réduction des cotisations patronales est programmée par étapes (à 30 % en 2016, à 25 % en 2018), et des mesures entrent déjà en vigueur maintenant pour les entreprises qui débutent.²

¹ Il y a vingt ans, le Plan Global de « sauvegarde de la compétitivité » avait retiré du calcul de l'index des produits fortement taxés comme l'alcool, le tabac, le carburant, sous prétexte d'un index « santé », et il avait « reporté » l'application de l'indexation pour deux ans.

² Telles que des exonérations du paiement par l'employeur du précompte professionnel, depuis août 2015, ou des exonérations de cotisations sociales, dès janvier 2016.

Par contre, la pression fiscale est « déplacée » vers des taxes sur des produits qui ont été retirés du calcul de l'index. **Certaines dépenses qui étaient donc à la charge des employeurs et qui faisaient partie de notre salaire indirect sont maintenant prises en charge par tous, via des taxes payées par l'ensemble de la population.**

Les pensions

Depuis juillet 2015, une loi reporte l'âge de la pension (à 66 ans en 2025 et à 67 ans en 2030), introduit des restrictions concernant la carrière et revoit le montant des pensions à la baisse moyennant un remaniement du mode de calcul, qui se base sur des années moins payées et en réduisant la contribution des années de chômage, et impose des restrictions supplémentaires pour la prépension.

Nous travaillerons donc plus longtemps et toucherons une pension moindre.

Le chômage et la maladie

Dans sa *Déclaration*, le gouvernement dit que « la première de nos priorités, celle qui nous obsède, c'est l'emploi » et qu'il va « faire la chasse au chômage, et pas aux chômeurs ». Va-t-il obliger ceux qui décident des emplois, les patrons, à embaucher, ou du moins les interdire de licencier ? Que nenni. Les allocations de chômage sont revues à la baisse, les conditions pour y accéder à

la hausse, la base de calcul ne sera plus la fiche de paie d'avant le licenciement mais une « déclaration multifonctionnelle » délivrée par l'employeur, et les fournisseurs d'électricité, d'eau et de gaz vont collaborer pour dépister « des abus ». Les délais de réduction de l'allocation au minimum sont raccourcis et les exclusions interviendront plus facilement. Et pour celui qui n'a plus d'autre choix que le CPAS, l'obligation de signer un « contrat » qu'il se remettra au travail (la « contractualisation » individuelle forcée), introduite depuis 10 ans pour les jeunes, sera étendue à tous. Mais en même temps, les ressources en personnel des CPAS pour accompagner ces travailleurs sans emploi dans leur recherche sont réduites au point d'y multiplier le stress et les burn-out.

Et pour les travailleurs malades, le gouvernement montre encore de quel côté il se trouve... au point que dorénavant ce sont les patrons qui décident si quelqu'un est malade : « Les entreprises sont encouragées à réduire le nombre des congés maladie. »³

La flexibilité

Pour couronner cette interminable liste d'attaques à nos acquis, le 9 juin 2015, Kris Peeters dévoile dans une Carte blanche⁴ le chantier de la « modernisation du marché du travail ». D'une part, il faut « faire en sorte que les gens puissent

³ *Le Soir*, 11.4.2016

⁴ *Le Soir*, 9.6.2015

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

rester plus longtemps au travail ». Mais pas question d'interdire le licenciement des travailleurs jugés « trop vieux » : il s'agit d'annuler l'effet « nocif » de « l'évolution des salaires avec l'ancienneté », et de les payer en fonction des prestations. D'autre part, « les besoins de nos entreprises » exigent de « faire coler leur production à la demande », ce qui implique « l'annualisation de la durée du travail » et la flexibilité totale des horaires. Dix mois plus tard, le projet prend forme. La journée de travail de huit heures, acquise en 1921 en Belgique, est remplacée par quelque chose de plus « moderne ». Elle pourra aller jusqu'à 9 heures et les 38 heures hebdomadaires passent à 45 heures, sans devoir payer des heures sup. Celles-ci seront autorisées jusqu'à 11 heures par jour et 50 heures par semaines. Et c'est le travailleur qui, individuellement, doit s'entendre avec son patron pour les détails : le jour et les horaires de travail peuvent être communiqués jusqu'à à peine un jour ouvrable d'avance.

Les travailleurs devront donc travailler plus quand cela est nécessaire, et moins quand on n'aura pas besoin d'eux. Et le patron ne devra pas engager, aux périodes de pics, du personnel supplémentaire. On imagine facilement ce que cela signifie pour notre vie familiale et personnelle, qui sera maintenant soumise aux aléas des besoins de l'employeur.

Le gouvernement veut placer chaque travailleur individuellement devant son patron pour « se mettre d'accord » sur son horaire de travail ou la durée de la journée. Il veut réduire le droit de grève à une « option » individuelle qui devrait respecter le « droit » d'aller travailler pour le briseur de grève. Et les médias ne nous parlent que de « partenaires sociaux » qui se mettent d'accord pour un objectif supposé commun, la « survie de l'entreprise », condition présumée pour « créer de l'emploi ».

Non à la flexibilisation du marché du travail ! Non à la semaine de 45 h !

Retrait de toutes les mesures prises par le gouvernement Michel !

Préparons-nous, à la base, à bloquer les nouvelles mesures d'austérité que le gouvernement nous prépare !

Pour cela, construisons des délégations combattives qui nous représentent !

Et nous, les principaux concernés...

Et entre-temps, la riposte des travailleurs ne se fait pas attendre. A peine trois semaines après que le Parlement ait dit OUI au nouveau gouvernement, la manifestation du 6 novembre 2014 et les grèves tournantes des lundis montrent l'unanimité des travailleurs pour lui dire NON. Toutefois, après la grève générale du lundi 15 décembre, les directions syndicales décident d'en rester là et « d'ouvrir une période de négociations ». Pas de grèves mais des réunions réservées aux permanents et délégués, sans mobilisation de l'ensemble des travailleurs. Et un accord interprofessionnel favorable aux patrons est finalement accepté.

Les luttes ne cessent toutefois pas, et quand les travailleurs sont descendus dans la rue le 7 octobre 2015 pour manifester leur ras-le-bol et leur rejet de l'austérité, le gouvernement réprime et attaque le droit de grève. Des grèves ont lieu à la SNCB et dans différentes entreprises, mais le gouvernement ne modifie en rien sa politique de guerre sociale contre notre classe. Et finalement, les attentats criminels de Daesh viennent à point pour détourner l'attention. Il s'agit maintenant de ne pas ternir « l'image du pays » avec des grèves. Les aiguilleurs du ciel ont ainsi été traités « d'ennemis intérieurs » par la presse.

Dernièrement, les organisations syndicales, poussées par le mécontentement de leur base et face aux provocations du gouvernement, ont organisé des rassemblements. Mais pour bien diviser le mouvement, comme à leur habitude, les instances de la CSC et de la FGTB les ont décrétés une semaine seulement à l'avance, et un jour pour « les rouges », un autre pour « les verts ». Malgré cela, ces rassemblements ont été relativement importants, ce qui montre qu'à l'intérieur des organisations syndicales, les dispositions à la résistance sont bel

et bien là. Lors du rassemblement de la FGTB, on annonçait à la tribune la reprise de la mobilisation : concrètement, pour fin mai, ce sera une manifestation nationale (sic) ! Mais ce n'est pas avec cela que nous bloquerons un gouvernement qui a décidé de passer en force ! Pire, ce genre de rassemblement qui ne débouche sur rien est profondément démoralisant pour les délégués combattifs qui y participent. Car en réalité, aucune mesure d'austérité n'a été combattue jusqu'au bout par les sommets syndicaux, qui se contentent d'en négocier l'application...

Malgré ces trahisons, **la combativité est là, parmi les travailleurs de base, et dans les syndicats, comme nous le montrent les luttes récentes ; mais nos directions refusent encore une fois de s'y appuyer pour mener un plan de lutte conséquent contre l'ensemble des mesures d'austérité. Si telle n'est pas leur intention, qu'elles cèdent la place !** Perdre une bataille est une chose, mais ne même pas lutter en est une autre !

Pour cela, nous devons nous organiser dans les lieux de travail et organiser cette force qui réside dans les décisions prises et exécutées par l'ensemble des travailleurs, démocratiquement, dans chaque entreprise et au-delà de celles-ci, dans le pays et dans le monde. C'est par notre organisation que nous pourrions aussi avancer pour résoudre le problème qui est à la racine même, un changement de société, où le profit d'une minorité cède la place au bien-être de l'immense majorité. C'est par la lutte que le pouvoir même de décider des enjeux de la société devra un jour être aux mains de ceux qui produisent la richesse, les travailleurs.

Les élections sociales approchent ! C'est l'occasion de faire entendre notre voix et de nous doter de représentants qui reflètent notre disposition à la lutte ! ■

Reprendre le chemin de la grève, en l'organisant à la base



Dans son Accord de gouvernement d'octobre 2014, le gouvernement Michel annonçait qu'il préparerait « l'ouverture du marché du transport national de voyageurs sur le plan législatif et réglementaire », le dernier « paquet ferroviaire » exigé par la Commission européenne pour libéraliser complètement le rail. Et l'objectif est avoué explicitement : « *Simultanément, une préparation des entreprises publiques ferroviaires en interne à la libération du marché sera menée.* »

C'est bien ce que fait le gouvernement en imposant le « *protocole d'accord social* », négocié avec les directions syndicales, mais loin d'être accepté par la base. Il dit qu'il « *demeure attentif à la nécessité de garantir des transports publics de qualité, axés sur la demande et au meilleur coût* », mais la logique est la même que dans le cas d'autres entreprises publiques (la Poste, Belgacom...) et c'est ce qui se passe aussi dans d'autres pays européens : à travers les gouvernements, le patronat attaque le statut du personnel et divise la société en morceaux pour les vendre aux multinationales, qui d'ailleurs l'ont déjà pas mal grignotée, via les filiales. Et avec ou sans la ministre Galant, le gouvernement reste bien décidé à passer en force.

Chronique d'un passage en force

Suite à la grogne de la base contre le protocole d'accord, un préavis de grève est déposé par les instances nationales de la CGSP et de la CSC le 9 décembre, et celui-ci prévoit une grève de 48 h les 6 et 7 janvier et une possibilité de grève de 72 h fin janvier. La Direction réagit en menaçant de ne plus payer le salaire des permanents syndicaux à partir de janvier s'ils ne signent pas le protocole. Cette menace est de nouveau brandie

en mars avec la deuxième version du protocole : « *Le solde de décompte de la convention syndicale 2015 sera diminué du coût de la rémunération des délégués permanents et du coût des congés syndicaux à partir du 1^{er} janvier.* »¹ Ce chantage est malheureusement possible, car le financement de nos organisations ne dépend pas uniquement des cotisations des affiliés, mais aussi du patronat et du gouvernement, via les « fonds » sectoriels.

¹ L'Echo, 10/03/16.

Solidarité avec Jordan

Dans notre numéro précédent de *En Lutte*, nous menions campagne en soutien à Jordan Creisaerdt, accompagnateur de train et délégué de la CGSP-Cheminots. Et ce soutien est actuellement toujours de plus en plus nécessaire !

Le 18 mars, le meeting à la Régionale bruxelloise de la CGSP contre la répression de syndicalistes, dans lequel son cas était particulièrement mis en avant, fut un grand succès. Le 4 avril, la salle du tribunal était plus que pleine lors de l'audience remettant en cause l'astreinte de 1700 € qui lui avait été infligée suite au piquet de grève du 6 janvier. Mais la Direction de la SNCB continue sa persécution et le sanctionne, le 11 avril, d'une « suspension de fonction pour 3 mois » ! Une sanction dès plus graves, juste en dessous de la révocation définitive, et qui restera bien entendu dans son dossier personnel.

Les faits qui lui sont reprochés arbitrairement ne sont, en réalité, qu'une couverture pour le vrai motif de la sanction. En tant que délégué syndical, Jordan se bat quotidiennement pour la défense des conditions de travail et participait en ce sens à la grève contre le protocole d'accord social. A un moment où la SNCB veut imposer le « one mans car », l'activité syndicale d'un accompagnateur de train dérange la Direction de la SNCB ! Et elle le sanctionne donc de façon exemplaire !

La défense de Jordan fait intégralement partie de la lutte contre le « plan Galant », c'est à dire contre la politique d'austérité du gouvernement pour le rail. Les syndicats doivent prendre cela plus au sérieux en organisant la mobilisation pour exiger l'annulation des poursuites !

Dans ce contexte, les négociations se passent mal. Les Directions d'Infrabel et de la SNCB ne viennent pas à la réunion de conciliation du 14 décembre, et deux jours après, elles provoquent les cheminots en faisant passer en force trois articles du protocole pour une mise en application dès le 1^{er} janvier, soit avant la grève annoncée. La Direction – malheureusement en accord avec les syndicats – fait appel au ministre de l'Emploi, Kris Peeters, pour envoyer un conciliateur. Et elle pose comme condition préalable pour « ouvrir le dialogue » qu'elle avait elle-même bafoué, que le préavis de grève soit levé. Bref, encore du chantage.

Une grève réussie, malgré les attaques et les trahisons

Rappelons que le 18 décembre, dans la presse, Michel Abdissi exigeait à juste titre qu'une condition, pour envisager de lever le préavis et de discuter, fût de « repartir d'une page blanche sur tous

les dossiers » (y compris le protocole et les trois articles imposés en force).

A ce moment, le bras de fer tient bon. Mais comme lors des grèves régionales du mois d'octobre, le 31 décembre, coup de théâtre : une semaine avant la grève, sous la pression médiatique et politique, le front commun se scinde. L'ACV se retire et, une heure après, Ludo Sempels s'empresse à déclarer que l'ACOD ne fera pas grève non plus. Et le gouvernement est très content d'annoncer lui-même la « grande nouvelle » dans la presse, via son ministre Kris Peeters. Les responsables syndicaux qui ont abandonné la grève essayeront de s'expliquer, mais nous devons nommer un chat un chat : **ils trahissent la lutte syndicale et affaiblissent le combat des cheminots**, alors en pleine montée. On a pu constater toutefois que cela ne faisait pas l'unanimité dans toutes les régionales de l'ACOD, ni chez tous ses affiliés et militants, bien entendu... La Régionale

de Bruxelles a, par exemple, continué à soutenir publiquement la grève.

Rappelons le caractère historique de cette grève, car, en effet, il n'y avait pas eu une grève de 48 h à la SNCB depuis les grèves du service public de début 1980 ! Globalement, **malgré les grandes difficultés avec la présence des huissiers, la grève est une réussite, tant pour la circulation des trains (arrêt de 90 % au Sud et 40 % au Nord) que pour le suivi des cheminots (pour la CGSP-ACOD : 35 % de grévistes francophones et 20 % de grévistes néerlandophones)**. Notons aussi les 60 % de grévistes chez les accompagnateurs de trains à Anvers : des travailleurs néerlandophones qui, en plus de s'opposer à leur employeur, s'opposent aux directives de leur représentant syndical, et à des menaces dont ont été victimes certains de la part de permanents s'ils participaient publiquement à la grève ! D'autre part, il y a également eu la présence de grévistes de la CSC sur les piquets.

Sacrifier Galant pour sauver son Plan !

Jacqueline Galant démissionne et quelques jours plus tard François Bellot reprend ses fonctions. « *Nous espérons qu'il va revoir le plan stratégique de Jacqueline Galant...* », déclare Marianne Lerouge, responsable à la CSC-Transcom (cheminots). « *On espère qu'il pourra calmer les ardeurs des dirigeants du groupe...* », entend-on de Philippe Dubois, secrétaire permanent à la CGSP-Cheminots Bruxelles.¹ Peut-on espérer un changement significatif de politique avec ce changement de ministre ?

Un spécialiste MR de la liquidation de la Sabena² remplace une ministre MR devenue gênante, dans un même gouvernement, somme toute (il faut bien l'avouer) très robuste, qui laisse peu de marge à la contestation et qui remplit successivement et méthodiquement les objectifs de son accord de gouvernement.

François Bellot a fait jusqu'ici peu de déclarations et reste très prudent. Il est réputé « fin connaisseur de la SNCB » et « homme de dialogue »... mais rien ne permet d'avancer sérieusement l'hypothèse de l'abandon du plan Galant, ni d'une politique plus « sociale », au contraire !

Le MR lui-même est très clair sur ce point : avec ce changement de poste, son souci est « *de garantir la stabilité du gouvernement et la continuité de son action* », avec notamment « *la poursuite de l'indispensable modernisation de la SNCB.* » Et sa conclusion est sans appel : « *Au gouvernement fédéral,*

François Bellot contribuera à garantir la sérénité dans ces différents dossiers et il n'aura aucune difficulté à prendre de la hauteur pour faire aboutir les importantes réformes prévues dans l'accord de gouvernement. »³

Rappelons quelques points essentiels de cet accord de gouvernement concernant les chemins de fer. Il prévoit : « une plus grande liberté tarifaire... » (comprenez, une augmentation du prix des billets) ; « l'ouverture du marché du transport national de voyageurs... » (le quatrième et dernier des « paquets ferroviaires » décidés en 1996 par la Commission européenne pour la libéralisation en vue de la privatisation) ; « une préparation des entreprises publiques ferroviaires, en interne, à la libération du marché » (la destruction progressive du statut) ; «...formuler, en concertation avec les partenaires sociaux, une proposition visant à prévoir un service garanti en cas de grèves. Si aucun accord n'a été trouvé dans un délai raisonnable, le gouvernement prendra lui-même une initiative législative » (une attaque au droit de grève) ; etc.⁴

Un changement de ministre, oui, un probable changement de style, oui, mais pour mieux appliquer le même plan. Ce serait une grave erreur d'en attendre un changement de politique et de diffuser un message en ce sens, car le démantèlement de la SNCB continue tous les jours sur le terrain et va se poursuivre, et la mobilisation contre le « plan Galant », alias « plan Bellot », doit continuer !

³ www.mr.be, Actualité, du 17.04.16

⁴ Accord de Gouvernement, 9.10.2014, point 10.2

¹ L'Echo, 19.04.2016)

² François Bellot a été Commissaire de la Commission d'enquête sur la faillite de la Sabena

Après avoir négocié en vain... les directions syndicales abandonnent le combat.

Au lendemain de cette grève réussie, le président de la CGSP Cheminot doit avouer que « l'ambiance des négociations a changé », et un nouveau calendrier de négociation est alors fixé. Mais loin de « repartir d'une page blanche », le protocole reste sur la table, avec les mesures les plus contestées, la CGSP n'ayant pas maintenu son exigence. Et les négociateurs syndicaux ont repris les discussions sans jamais appliquer le préavis de grève de 72 h, ni même en organisant la moindre action.

Ainsi, alors que le bulldozer Michel « rase gratis » les conditions de travail et détruit notre service public chaque jour un peu plus, les directions syndicales, loin d'organiser la lutte, découragent les actions sous prétexte de « l'absence de front commun ». Actuellement, le protocole est passé, pourtant rejeté par la CGSP, mais accepté par la CSC-ACV, malgré le fait que son aile francophone l'avait rejeté massivement.

Dans ce contexte d'attaques, la Direction de la SNCB monte au créneau : une action « pas de train sans accompagnateurs » – qui visait à dénoncer la circulation de trains sans personnel d'accompagnement (un personnel qui remplit notamment des fonctions de sécurité) et consistait au port d'un badge (et souvent 2, celui de la CSC et celui de la FGTB !) par les accompagnateurs – est tout simplement « interdite ». Cette action syndicale, qui devait se limiter à une semaine fin octobre, a continué jusqu'en mars ! Malheureusement, la



seule réaction de la CGSP face à l'interdiction était de « constater une action regrettable » de la direction,² alors qu'elle aurait dû contre-attaquer, en appelant à défendre les travailleurs qui s'investissent dans cette lutte en prenant des risques quotidiens avec le port du badge.

Une lutte unitaire à la base est indispensable.

La grève réussie de janvier montre bien que les cheminots sont prêts à se battre, malgré toutes les difficultés. Ce

² Communiqué du 25.03.2016, www.paroledecheminot.be.

qu'il faut, ce n'est pas attendre un front commun, ou des mots d'ordre venu d'en haut, mais bien décider dans des réunions et des assemblées de faire un bilan de la lutte contre le plan Galant et le protocole. Et sur base de ce bilan, discuter et voter un plan de lutte contre la politique d'austérité pour le rail, un plan qui exige des instances syndicales une grève de 72 h reconductible par des assemblées générales. Pour mener une telle grève, nous pensons qu'il faudrait élire dans chaque ville un comité de grève ouvert à tous, composé de camarades chargés de l'organisation concrète de la grève, et ainsi garantir la coordination et la réussite du mouvement. ■

**Non au protocole d'accord ! Contre tout recul dans les conditions de travail !
Retrait du plan du gouvernement, que ce soit le plan Galant... ou Bellot !**

Contre toute forme de privatisation !

Renationalisation à 100 % de la SNCB et de toutes ses filiales

avec un statut unique pour tous ses travailleurs !

Pour une indépendance financière totale des organisations syndicales

du patronat et du gouvernement !

Donnons-nous les moyens de gagner nos luttes !

Descendons dans la rue ! Dilma, dégage ; Temer, dégage ; dégagez tous !



Luiz Inácio **Lula** da Silva, un ancien dirigeant métallo, co-fondateur du Parti des Travailleurs (PT), en opposition alors à la bureaucratie syndicale de la CUT, a été élu Président du Brésil en 2002, créant de grandes espérances dans la population. Il n'a toutefois pas manqué de mettre sa popularité au service des intérêts impérialistes dans la région, en particulier ceux de la compagnie pétrolière Petrobras, et il a fini par être impliqué, lui aussi, dans les scandales de corruption dévoilés dans l'enquête « Lava Jato » (lavage au Kärcher). Empêché de briguer un troisième mandat en 2010, il a alors promu sa dauphine, **Dilma** Rousseff, une ancienne guérillera sous la dictature des années 1960, qui, réélue en 2014, est elle aussi impliquée maintenant dans les scandales de corruption.

Pendant des années, le PT pouvait concéder des améliorations importantes aux travailleurs, sur base d'une industrie naissante et de généreuses exportations de matières premières au profit des multinationales. Mais la crise est finalement aussi passée par là

et des mesures d'austérité ont été exigées et servilement appliquées, générant ainsi une croissante opposition populaire au gouvernement du PT en coalition avec le Parti du Mouvement Démocratique Brésilien (PMDB), un parti néo-libéral, dont est issu le vice-président Michel **Temer**. Des mobilisations de millions de travailleurs ont montré, pour un secteur important de la bourgeoisie et de l'impérialisme, que Dilma et ses acolytes n'étaient plus en mesure de « contrôler » de manière efficace la population pour imposer les mesures d'austérité toujours plus strictes. Un processus *d'impeachment*, de déclaration d'inaptitude pour gouverner, a finalement été mis en route, qui permet d'écarter Dilma au profit de l'entrée en fonction du vice-président Temer jusqu'aux élections présidentielles de 2018.

Nous reproduisons ici un article du PSTU, la section brésilienne de la LIT-QI, publié dans *Opinião Socialista* d'avril 2016.

La classe ouvrière et la majorité des gens veulent que Dilma s'en aille, mais ils ne veulent pas que Temer, Cunha ou tout autre bandit de ce Congrès gouverne.

La volonté de la classe ouvrière et de la majorité de la population ne se manifeste pas au Congrès : ni dans le bloc qui prône « Dilma, restez ! », ni dans celui qui défend l'impeachment et le « gouvernement Temer ».

Ni l'un ni l'autre bloc ne représentent le changement que la classe ouvrière, les jeunes et les pauvres exigent.

Le mélange de comédie et de film d'horreur que fut le vote concernant l'impeachment montre bien dans quelle mesure le gouvernement et les députés vivent loin des intérêts de la classe ouvrière et de la majorité des gens pauvres de notre pays, que ce soit ceux qui ont voté en faveur ou ceux qui ont voté contre l'impeachment.

Alors que la grande majorité des gens veulent que le gouvernement des banquiers dégage immédiatement, le PT, le PCdoB, le PSOL étaient là pour voter « Dilma, restez ! » A eux se sont joints ceux qui ont été achetés par le gouvernement et par Lula et qui ont livré ce qu'ils avaient vendu : le vote contre l'impeachment. Bien sûr, il y en a aussi qui n'ont pas livré la marchandise. Le lendemain, Lula et Dilma se sentaient tristes à cause des trahisons, déçus des alliés de la clique du tiers des 521 députés genre Maluf ou Tiririca et d'autres clowns en manque d'inspiration de ce cirque des horreurs.

D'autre part, la grande majorité, dirigés par le malfrat Eduardo Cunha, a voté pour l'impeachment. En vain ils ont utilisé le nom de Dieu et ils ont parlé de la famille, à tel point qu'un humoriste se demandait si Dieu ferait l'une ou l'autre délation appréciée concernant le scandale de Lava Jato.

La majorité ressent un mélange de victoire avec un goût amer. Heureux de se débarrasser de Dilma, mais triste et indignés à cause de la possibilité de son remplacement par Temer.

Nous avons toujours dit que l'impeachment n'était pas la solution, parce que c'est comme échanger six monnaies contre une demi douzaine. Nous défendons qu'il faut tous les jeter dehors : Dilma, Temer, Cunha, Aetius et ce Congrès. C'est cela la nécessité et la volonté de la majorité.

Ceux d'en haut, les banquiers, les patrons, les grandes entreprises, la FIESP et consort veulent résoudre la crise du gouvernement pour nous attaquer davantage et augmenter leurs bénéfices. Ils se divisent donc en deux blocs : celui du gouvernement et celui du « impeachment-Temer ». Mais la crise est telle qu'ils sont eux-mêmes sceptiques quant à la force d'un gouvernement Temer ou d'un gouvernement Dilma dans le cas où ce dernier empêche un impeachment au Sénat, ce qui est très peu probable.

La classe ouvrière n'est intéressée par aucun de ces blocs. Ni le maintien de Dilma et de son plan économique, ni l'entrée en fonction de Temer pour nous attaquer, avec ce Congrès corrompu, de la même façon que le faisait le gouvernement de Dilma.

Nous avons besoin d'un gouvernement socialiste des travailleurs, sans corrompus et sans patrons, soutenu par notre mobilisation dans des comités de lutte et des conseils populaires constitués dans les quartiers, les écoles et les usines.

Si nous ne les avons pas encore, nous devons exiger au moins des élections générales, maintenant, pour tous : président, députés, sénateurs, gouverneurs. Des élections avec de nouvelles règles, où ne peuvent pas se présenter ceux qui sont sur la liste de Lava Jato, sans financement par des entreprises, avec un temps d'accès à la télévision égal pour tous les partis, avec la garantie qu'un député gagne le même salaire qu'un enseignant ou un ouvrier.

Nous n'avons aucune raison d'accepter, et encore moins de défendre, que Dilma reste jusqu'en 2018, comme suggéré par le PT, le PCdoB et aussi le PSOL. Si le peuple a élu et a été trahi, il doit avoir le droit de jeter. Nous ne pouvons pas non plus accepter qu'entre en fonction le député Michel Temer, du PMDB, qui a été élu avec Dilma, en faisant les mêmes promesses qu'il a trahies le lendemain de l'élection. Il est impliqué dans la corruption jusqu'à l'os et il n'a pas de soutien populaire et ne nous représente pas.

Nous ne pouvons pas laisser ce jeu continuer à se jouer dans le Congrès et entre ces deux blocs, qui se battent beaucoup pour le pouvoir, mais défendent les mêmes intérêts.

Participons tous dans la rue dans le bloc pour le « Dégagez tous ! »

Nous devons continuer à inviter la CUT, le MTST et d'autres mouvements qui continuent à défendre « Dilma, restez » à rejoindre l'appel de la CSP-Conlutas. Nous allons construire une grève générale qui exige des élections générales maintenant, ainsi que « Dilma, Temer, Cunha et ce Congrès : dégagez », comme le veut la majorité des travailleurs et des gens, qui ont tout-à-fait raison dans leur colère.

Le 1er Mai, les partisans de « Dilma, restez ! » vont descendre à nouveau dans la rue, tout comme les partisans du « impeachment et entrée en fonction de Temer ».

Nous allons participer – avec la CSP-Conlutas, avec l'Espace Unité d'Action, avec des centaines de syndicats, des mouvements populaires et de jeunes non liés au gouvernement et alternatifs à la bureaucratie syndicale, avec le PSTU, avec des secteurs du PSOL – pour construire une manifestation alternative à ces deux blocs.

Le 1er Mai, nous allons mettre plusieurs milliers de gens sur l'avenue Paulista pour le « Dégagez tous ! ». Pour défendre une grève générale qui mette le Brésil à l'arrêt. Pour des élections générales, maintenant, avec de nouvelles règles. ■

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal **En lutte** est 100 % indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de 20 EUR pour 10 numéros.

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs* BE06 9731 2913 4922 avec mention de votre nom et « Abonnement EL »
- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à lct.cwb@gmail.com soit par la poste à J. Talpe Rue de l'Elan 73 - Bte 10 1170 Watermael-Boitsfort

Montée de la lutte contre la réforme du travail

Il s'agit essentiellement d'un projet politique au bénéfice des patrons – dans le cadre d'une crise économique galopante et d'un climat de confrontation sociale – en les débarrassant des entraves qui les gênent dans leurs attaques contre les travailleurs pour mieux sauvegarder leurs profits en crise.

La réponse populaire n'a pas tardé. La bureaucratie syndicale avait annoncé une « journée d'action » pour le 31 mars, suspendant ainsi pour un mois la résistance ; mais, sous la pression d'en bas, elle a finalement dû appeler à la grève et à la manifestation pour le mercredi 9 mars.

Ce jour-là, après des années « paisibles », des manifestations unitaires et vraiment massives sont réapparues, avec 250 000 manifestants dans toute la France, dont plus de 50 000 à Paris, accompagnées par des grèves bien suivies. Ces actions sont le reflet d'une volonté de changements dans le pays, avec la reprise de l'initiative par les travailleurs. La continuité des protestations devait dire si ce scénario se radicalise.



Les coupes dans les libertés démocratiques, avec l'état d'urgence décrété suite aux attentats, ont ouvert la voie au gouvernement de Hollande pour avancer dans ses mesures d'austérité avec un violent projet de réforme du Code du Travail. Au-delà des coupes spécifiques dans les droits économiques et de la dégradation des conditions de travail, il y a l'extension des droits des patrons à licencier les gens et à ignorer les syndicats, la réduction du rôle des institutions de contrôle de l'Etat sur les entreprises, la déréglementation des normes du travail et les possibilités élargies pour les patrons de faire ce que bon leur semble.

Et continué il y a eu ! Lors de la deuxième « journée d'action », le jeudi 17 mars, les manifestations, bien que moins grandes, ont quand-même réuni 70 mille personnes dans toute la France (dont 10 à 15 mille à Paris). Les cortèges des principaux syndicats – essentiellement des fonctionnaires – étaient plutôt maigres, comme d'habitude lors des initiatives formelles de la bureaucratie syndicale. Par contre, la participation des lycéens, déjà présents le 9 mars, a tout-à-coup grandi, ce qui a motivé une présence accrue de la police de choc.

Le caractère massif de la deuxième manifestation, la participation accrue des jeunes, le blocage d'au moins 115 lycées, le développement des Assemblées générales dans les universités (avec des centaines de participants), le blocage de l'université de Paris-VIII (réputée « de gauche ») par des étudiants, la fermeture administrative préventive de certains sites universitaires à Paris (la Sorbonne), à Lyon et à Bordeaux afin d'éviter les Assemblées générales, tout cela montre la tendance ascendante et le poids de la résistance en cours.

Au début, il s'agissait surtout d'une avant-garde. La mobilisation d'amples secteurs de la jeunesse et des travailleurs n'était pas encore évidente. Le mouvement de grèves était plutôt ponctuel et dispersé et certains secteurs ouvriers importants, comme le transport municipal parisien (RATP), n'y participaient pas. C'était encore la tendance « de calme » des dernières années.

Mais finalement, lors de la journée de grève du

31 mars, un demi-million de personnes ont défilé dans les villes de France, dont 50 mille à Paris, des manifestations de 10 à 20 mille dans les grandes villes et 250 villes mobilisées, contre 144 lors de la journée du 9 mars.

Ce jour-là, est aussi apparu le mouvement « Nuit debout », inspiré par les « Indignés » d'Espagne. Ce mouvement, bien que progressiste, a toutefois les mêmes limites que celui des « Indignés » espagnols : la prédominance claire des classes moyennes, l'extériorité par rapport à des secteurs réels de la société, l'incapacité à donner une réponse structurelle à la réforme du travail et la dissimulation de ce problème central et unificateur par d'autres problèmes. Et tout cela s'accompagne par l'apparition inévitable de « chefs » du mouvement sur base de son caractère amorphe, désstructuré, prétendument démocratique.

Sous la pression populaire, le gouvernement a été obligé de proposer des concessions pour les jeunes afin de neutraliser ce secteur, pour l'instant le plus dynamique de la lutte contre la loi du travail.

La bureaucratie syndicale évite l'appel à la grève générale reconductible et préfère continuer sa stratégie des « journées d'actions » sans lendemain, sans perspective réelle de défaite décisive de la nouvelle loi, mais qui en même temps génère la fatigue et la démoralisation des travailleurs. Par contre, l'activité des jeunes empêche la bureaucratie des syndicats étudiants de pactiser avec le gouvernement.

D'autres manifestations ont suivi le mardi 5 et le samedi 9 avril. Et l'appel intersyndical de sept organisations à la grève générale, le 28 avril, sous le mot d'ordre « Ni négociable, ni amendable : retrait de la Loi du travail ! », s'annonce massif.



En face, il y a le gouvernement de la réforme du travail en faveur des patrons, le gouvernement de l'état d'urgence, soutenue par le PCF et Mélenchon). Le FG reste collé au PS, en jouant un rôle de « courroie de transmission » de ce parti dans l'espace « à gauche du PS ».

Aujourd'hui, la résistance aux plans du gouvernement rassemble une majorité des activistes et est en train de s'étendre à des couches plus amples de travailleurs, de jeunes et une grande partie des classes moyennes irritées par les mesures liberticides et par les attaques contre le Code du Travail. Il existe des possibilités de convergence. La mobilisation et la grève du 31 mars donne plus d'enthousiasme à ceux qui restaient encore de côté et fortifie le processus d'organisation indépendante, rendant plus réelle la perspective de dépasser la stratégie bureaucratique des « journées d'actions » et des grèves formelles, la perspective de garantir la continuité de la lutte vers la grève générale prolongée jusqu'à la défaite des plans du gouvernement contre les travailleurs.

Il n'y a aucune possibilité d'en finir avec les réformes et les lois réactionnaires sans se débarrasser du gouvernement bourgeois du PS et sans imposer, à travers des mobilisations, le gouvernement des travailleurs appuyés sur leurs propres organisations.

Dans cette lutte, il serait peu prudent de faire confiance au Front de Gauche qui, en dépit de ses critiques virulentes, collabore en fait avec le PS à travers des accords électoraux, à travers des co-gestions aux niveaux régional et local,

à travers le soutien à des lois réactionnaires (comme cela a été le cas de la loi sur l'état d'urgence, soutenue par le PCF et Mélenchon). Le FG reste collé au PS, en jouant un rôle de « courroie de transmission » de ce parti dans l'espace « à gauche du PS ».

Aujourd'hui, la résistance aux plans du gouvernement rassemble une majorité des activistes et est en train de s'étendre à des couches plus amples de travailleurs, de jeunes et une grande partie des classes moyennes irritées par les mesures liberticides et par les attaques contre le Code du Travail. Il existe des possibilités de convergence. La mobilisation et la grève du 31 mars donne plus d'enthousiasme à ceux qui restaient encore de côté et fortifie le processus d'organisation indépendante, rendant plus réelle la perspective de dépasser la stratégie bureaucratique des « journées d'actions » et des grèves formelles, la perspective de garantir la continuité de la lutte vers la grève générale prolongée jusqu'à la défaite des plans du gouvernement contre les travailleurs.

En dernière instance, le rôle décisif sera celui de la mobilisation de la classe ouvrière, qui a dans ses mains les branches principales de l'économie. Les travailleurs sont capables de mettre tout le pays à l'arrêt ; et c'est seulement à cause de l'absence d'une organisation indépendante qui leur est propre, pour la défense de leur propres intérêts, qu'ils continuent à être organisés sous une bureaucratie au service des patrons.

La guerre sociale contre les travailleurs n'est pas une particularité de la France. En Belgique, le gouvernement « néo-libéral » rivalise avec son voisin « socialiste » pour imposer maintenant aussi sa version des lois du travail. Et les travailleurs sont également invités à « se rendre à une mobilisation dans un mois ». Mais comme chez leurs camarades en France, le feu de la lutte y couve aussi. Et plus que jamais, la solidarité au-delà des frontières est absolument nécessaire. Répondons à l'appel des organisations combattives en France pour manifester, ce jour du 28 mars, devant les ambassades des autres pays européens ! ■

Dans l'Europe ou hors de l'Europe : une affaire de patrons !

David Cameron, le premier ministre anglais, membre du parti Conservateur, organise pour le 23 juin un référendum sur le maintien, ou non, de la Grande Bretagne dans l'Union européenne. Comment voter ?

Le parti de Cameron lui-même est divisé sur la question, tout comme le sont d'ailleurs les syndicats et la gauche. Et beaucoup de gens sont indécis.

Pour l'Internaitonal Socialist League (ISL), la section de la LIT-QI dans ce pays, le choix est entre le Royaume-Uni dans une Europe impérialiste ou un Royaume-Uni impérialiste hors de l'Europe, et les camarades appellent donc les jeunes, les travailleurs et les communautés de la classe ouvrière à rejeter ce choix et à boycotter le référendum. Voici leur commentaire.

Le Royaume-Uni « IN » (dans l'Europe) ou « OUT » (hors de l'Europe) ?

David Cameron, le chef du Parti conservateur, a été contraint d'organiser le référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Europe pour répondre au défi de l'UKIP (un parti d'extrême droite) et d'un bloc de parlementaires Conservateurs qui mènent une campagne en faveur de la sortie de l'Union européenne, une campagne alimentée par la xénophobie, le racisme et le nationalisme et basée sur l'hostilité envers les migrants et les réfugiés. Mais tous – les *IN* (le *OUI*, en faveur du maintien dans l'Europe) comme les *OUT* (le *NON*, en faveur de la sortie) – sont d'accord sur les principes de base : écraser les droits des travailleurs ; privatiser les services publics ; réduire les salaires et les conditions de travail ; utiliser le racisme et la xénophobie comme excuse ; et défendre la « City », le centre financier de Londres, et la position du capitalisme britannique dans le monde. Ce qui les sépare, c'est la stratégie pour réaliser tout cela, la meilleure façon, pour les patrons, d'écraser les travailleurs et de maximiser leurs profits et leur richesse. Mais tous, les Conservateurs comme la UKIP, défendent la privatisation des services britanniques de la santé et de tous les services publics ; et tous défendent le TTIP.

Une nouvelle forme de colonialisme de l'UE s'est développée, dans laquelle la richesse est directement transférée de la périphérie vers le centre, en particulier en Grèce et maintenant en Ukraine. Et une des formes consiste en un transfert colonial de capital par voie de paiements d'intérêts sur une dette toujours croissante.

La politique d'austérité de l'UE emprisonne les petites nations en Europe ; alors qu'en dehors de l'Europe, elle asservit (ou tente d'asservir) les pays du Moyen-Orient et de nombreuses autres parties du monde. Elle donne d'énormes sommes à la Turquie alors qu'Erdogan réprime et tue les Kurdes, la jeunesse turque et les syndicalistes. Elle soutient Israël et une solution en Syrie qui inclut Assad.

La lutte de pouvoir dans l'UE

Il y a une lutte entre les principales puissances de l'Europe dans laquelle le capitalisme britannique veut fonctionner avec une réglementation minimale, mais avec une protection contre les banques et les entreprises allemandes et françaises. Et Cameron essaye de défendre les banques et les transnationales britanniques au sein de l'UE afin qu'elles puissent, comme des criquets ravageant les récoltes, s'emparer de ressources et de bénéfices en Europe et dans le monde.

La City de Londres est massivement en faveur de rester dans l'UE et s'oppose au *Brexit*. L'UE est une puissante force pour le néolibéralisme, la privatisation et la réduction des salaires des travailleurs. Mais des groupes de petites entreprises et certains capitalistes plus importants voient dans la rupture avec l'Europe un moyen pour sortir de leurs problèmes économiques.

Pour une issue pour les travailleurs, pas pour les capitalistes

Un rapport récent de l'UE a noté que l'investissement non-résidentiel (ce qui exclut les ménages qui achètent des maisons) a diminué sa part dans le PIB. Et la principale raison est « un niveau réduit de rentabilité ». La Commission a constaté que la rentabilité de l'Europe « est resté en-dessous des niveaux d'avant la crise ». Les Conservateurs parlent d'un avenir économique en rose, mais le prochain référendum coïncide avec la perspective d'une troisième phase de la crise mondiale, et l'augmentation de l'endettement des ménages est loin de cet avenir en rose.

Ce ne sont pas les intérêts des travailleurs, immédiats ou futurs, qui sont en jeu dans ce référendum. Il s'agit de l'augmentation de l'exploitation des travailleurs, natifs ou immigrants.

Le Parti Travailleiste est pour le Oui.

La majorité du Parti travailleiste appuie le maintien dans l'UE et Corbyn s'est arrangé avec l'aile droite et la bureaucratie syndicale sur cette position.

Selon Alan Johnson, le champion de la campagne pour le Oui, « le référendum

sur l'UE sera la décision politique la plus profonde de ma vie en termes de son effet sur notre prospérité nationale et la position de la Grande-Bretagne dans le monde. [...] La campagne du Parti travailleiste, que je dirige, va mettre l'avenir du pays au-dessus des machinations des partis, mettant l'accent sur la contribution que l'UE a fait pour la paix et la prospérité sur notre continent. »¹ Mais les immigrants, les Grecs et les petits pays ne seront pas d'accord ! Demandez à ceux qui sont sanctionnés en Grande-Bretagne, les métallos sans emploi, les jeunes médecins, les cheminots et les millions de travailleurs occasionnels ou avec des contrats de travail de « zéro heure » et tous les travailleurs en grève en Europe, s'ils sont d'accord !

Après le traitement brutal infligé au peuple grec au cours de 2015, l'UE a prouvé être une autocratie anti-démocratique engagée dans l'austérité permanente, quel qu'en soit le coût humain. Le programme de libre-échange de l'UE au cours des vingt dernières années a montré que la réforme radicale nécessaire pour rétablir l'UE est impossible.

Le OUT

La campagne de l'extrême droite pour le *NON* met l'accent sur les lois de l'UE et l'immigration, comme cause des problèmes de la classe ouvrière britannique, exhaltant l'insularité, le racisme, le nationalisme et la xénophobie. Elle est déjà un élément dans l'approfondissement de la guerre de Cameron contre les migrants à Calais et des attaques draconiennes contre les allocations et le

logement qui sont annoncées presque tous les jours. Les militants pour le *NON* proviennent d'une partie de la bourgeoisie (représentée dans la campagne *Business for Britain*), les PME et des secteurs de la classe moyenne représentés en partie dans UKIP et d'autres groupes racistes. Cependant ils viennent aussi de la gauche, comme George Galloway, qui a récemment partagé une plate-forme avec Nigel Farage (UKIP).

La section britannique du CIO



(*Socialist Party*) soutient aussi la campagne pour le *NON* et fait valoir que le mot d'ordre « aucun contrôle de l'immigration » serait un obstacle pour convaincre les travailleurs d'un programme socialiste.² Cependant « aucun contrôle de l'immigration » est une demande de premier plan dans la lutte pour le socialisme et un programme socialiste. L'ouverture de la frontière de Calais et l'octroi d'un passage sûr à tous ceux qui le veulent est très important pour montrer à tous les immigrants que nous sommes solidaires avec eux. Pour nous, les autochtones et les immigrants sont une même classe ouvrière.

¹ Nous soulignons.

² *Socialist Voice*, août 2014

L'Union européenne : un nœud coulant pour la classe ouvrière

La majorité des dirigeants syndicaux soutiennent le vote pour le *OUI*. Mais l'UE est un nœud coulant pour la classe ouvrière. Certains travailleurs pensent que l'UE protège les services et les emplois de l'austérité des Conservateurs. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. L'UE impose des contrats « zéro heures », la précarité et la pauvreté salariale. et elle est en train de détruire la

négociation collective à travers l'Europe, dans le cadre de son programme d'ajustement structurel.

Même le Trades Union Congress pro-européen, qui a fait campagne pour le *Oui* au référendum grec pour plus d'austérité, admet ouvertement que « les coupes dans les salaires et dans les services publics et l'affaiblissement des droits de négociation collective sont tous à l'ordre du jour ». Le modèle néolibéral de l'emploi de l'UE exige que les salaires reflètent la productivité, ce qui signifie réduire encore plus

les salaires, prétendument pour rivaliser avec les économies centrales à haut taux d'investissements de la France et de l'Allemagne. La Commission européenne, le FMI et la BCE interviennent désormais directement dans les négociations nationales des salaires en Irlande, en Grèce et en Roumanie pour affaiblir la négociation collective. Auparavant, en Roumanie, 98 % des travailleurs étaient couverts par des conventions collectives ; aujourd'hui, ce chiffre est d'environ 20 %.

Les emplois des travailleurs ne peuvent pas être protégés par l'attachement à l'UE. L'austérité, ce gouvernement ou l'UE ne peuvent être réformés.

C'est pourquoi les travailleurs à travers l'Europe s'opposent aux attaques de l'UE et descendent dans la rue.

Il y a eu beaucoup de grèves en 2016 : les jeunes médecins et les travailleurs des chemins de fer en Grande-Bretagne ; les travailleurs des transports à Barcelone ; les contrôleurs aériens, les dockers, les chauffeurs de camions et plus de 5,6 millions de fonctionnaires en France des grèves générales en Grèce ; les cheminots en Belgique ; les fonctionnaires au Portugal.

La volonté de combattre vit dans les rues de l'Europe. Une Europe des travailleurs et des peuples ne peut être

construite qu'à partir d'en bas, pour renverser la vision cauchemardesque imposée par les institutions non-démocratiques d'en haut.

Ni l'austérité ni l'UE ne peuvent être réformées.

La Grande-Bretagne est une nation qui opprime et nous ne pouvons soutenir ni l'un ni l'autre camp de nos oppresseurs dans ce référendum particulier.

Nous appuyons inconditionnellement le droit de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal et de l'Irlande de quitter l'UE, parce que cette dernière et la BCE, soutenues par le FMI, ont imposé

l'austérité dans ces pays et ont transformé ces pays en semi-colonies. La seule issue pour les petits pays, pour les immigrants, pour tous les travailleurs est de quitter l'euro et l'UE.

Nous appelons à une campagne pour défendre les droits des travailleurs, pour soutenir les luttes de tous les travailleurs et pour dénoncer le motif xénophobe et du profit égoïste des deux camps capitalistes. Nous appelons également, sur base de la nécessité de soutenir les nations opprimées en Europe, à faire tomber ce gouvernement, à briser l'UE, par les actions des travailleurs. ■

Seule la mobilisation de la classe ouvrière peut mettre fin à l'austérité !

A bas les Conservateurs ! A bas l'UE !

Immigrant et autochtones : la même classe ouvrière !

Pour des Etats socialistes libres d'Europe !

Suite de la dernière page

Quand je suis arrivée à Bruxelles, la communauté des femmes était déjà en marche ; on faisait des manifestations le mercredi à la Bourse ; on s'est manifesté beaucoup pendant l'été, une manifestation par semaine et on n'était pas nombreuses car il y a beaucoup de femmes qui n'osaient pas sortir. Après, on a décidé de faire des réunions tous les mercredis, car on ne manifestait pas chaque semaine en hiver (on a des enfants) ; alors on fait nos réunions à la maison des migrants ; on y a un atelier de couture et une garderie aussi. On est nombreuses dans le collectif, plus de 50 à Bruxelles qui viennent aux réunions.

« Etre sans droit, c'est dur ! »

Déjà en étant sans-papiers, on rencontre beaucoup de difficultés, mais en étant femme, c'est une double peine, surtout pour des mères avec des enfants, dans un pays où l'on te dit que tu n'as aucun droit. Chaque matin te réveille et te dit que tu es dans un pays d'où tu peux te faire expulser ou n'importe quoi ; et je n'ai pas le droit de travailler ; mes enfants n'ont pas les mêmes droits que les autres enfants ; en tant que femme, je ne peux pas faire la même chose que les autres femmes,

avoir une même vie que les autres, alors, c'est dur. Ces femmes sans-papiers, ce sont des femmes courageuses.

C'est une contradiction : beaucoup de femmes ont quitté leur pays où il n'y a pas de droit pour les femmes. Par exemple dans mon pays, on ne parle pas des droits des femmes : « Tu es une femme, tu dois juste écouter ». Quand on vient ici en Europe, on entend parler des droits de l'Homme, droits des enfants, droits des femmes, comme quelque chose d'important ; ça, on l'entend mais on ne le voit pas. Nous, on s'est dit que ce n'est pas normal... parce qu'on voit des femmes sans-papiers qui se font maltraiter ici, dans la capitale de l'Europe, ou violer ; les dangers que toutes les femmes craignent, nous, on doit les affronter chaque jour. Face à cela, des femmes restent cachées en gardant leur souffrance, et elles ne veulent pas parler.

Quand on te dit que tu n'as pas de droit, ça veut dire aussi que tu n'as pas le droit de te plaindre quand quelque chose t'arrive.

Alors on s'est dit que même si le gouvernement n'est pas là pour nous – et c'est triste de voir qu'un gouvernement n'est jamais là pour nous –, il peut y avoir cette communauté de femmes pour se

serrer les coudes ; on n'attend pas que quelqu'un vienne nous aider, on peut faire quelque chose pour nous, en tant que femmes et sans-papiers. Cela m'a plu ; dans mon pays j'étais déjà engagée. Quand je suis arrivée ici, ça m'a fait plaisir de rencontrer des femmes qui peuvent sortir et dire qu'elles peuvent revendiquer, car c'est notre droit ; pour moi, c'est un combat que j'ai commencé là-bas et que je peux continuer ici.

De nouvelles mesures gouvernementales contre les sans-papiers ?

Mamadou : je pense que les mesures que le gouvernement a prises actuellement ont pour but de rompre le rythme des luttes des sans-papiers, car ils sont dérangeants ; ils ne donnent pas une bonne image à la capitale de l'Europe ; l'idée du gouvernement est de casser ce mouvement-là. Et pour preuve, auparavant il n'y avait jamais eu d'arrestations des leaders du mouvement des occupations, maintenant on arrête les lutteurs, on essaie de les intimider pour casser le mouvement. Il n'y a pas eu de mesures positives de ce gouvernement.

Officieusement, on sait qu'il va y avoir un durcissement des critères ; plus le gouvernement décide de fermer toutes les portes aux étrangers, plus on se dit : c'est notre combat, on doit aller manifester. On a un journal des sans-papiers, et maintenant le collectif des femmes, dont on est fier. On entend toujours dire qu'on a des droits ici en Belgique, par exemple, droit à la santé ou la carte médicale, ou... mais en fait c'est rarement appliqué ; j'ai rencontré beaucoup de femmes et de familles avec des enfants mineurs à qui on dit qu'ils ont droit d'avoir un logement même si elles ne sont pas dans une procédure d'asile, mais on ne voit rien venir.

Les principales revendications

La principale revendication c'est la régularisation ; c'est cela qu'on demande à chaque fois ; mais on revendique aussi que nos droits soient mis en application.

Autre exemple, le droit au travail : ce n'est pas mis en pratique. C'est aussi une lutte en tant que femme travailleuse ; si tu as des enfants, on a comme revendication qu'au moins nos enfants puissent aller dans une crèche, et que nous puissions faire des formations pour pouvoir travailler, parce qu'on sait qu'on ne peut pas se nourrir de rien ; trouver du travail ce n'est pas du tout facile, non, vraiment.

Le capitalisme aussi se sert de nous !

Mamadou : Le patronat et le capitalisme se servent bien de cette situation ; ils ont besoin de gens à exploiter, des sans-papiers pour les exploiter ; donc d'une part, on mène la lutte pour que tout le monde soit légal, de l'autre côté le patronat mène aussi la lutte pour qu'il ait toujours des gens illégaux à exploiter. Alors, cela, appliqué aux femmes fait que, même si elles ne bénéficient de rien, elles sont obligées d'aller se faire exploiter par d'autres personnes qui se disent les vrais citoyens ; elles vont travailler 10 à 12 h par jour pour garder les enfants, pour une somme dérisoire de 10 € par jour ; mais elles doivent le faire, car avec ces 10 € elles arrivent à nourrir leurs enfants, et payer leur scolarité ; mais dans le cas échéant, si elles n'ont pas ce

boulot, elles devront même user de leur corps. Elles sont exposées à tous les dangers ; j'ai parlé avec une fille qui gardait un enfant, mais finalement un jour celui qui l'avait engagé lui a proposé qu'elle se retrouve dans son lit. Parce qu'elles sont humbles, elles sont exposées à tous les dangers avec menaces à l'appui. Mais une fille qui a vécu cette situation, elle peut se plaindre où ? Elle ne peut pas se plaindre ; elle court le risque qu'on l'envoie au diable !

Maimouna : C'est une situation assez courante ; on voit souvent des femmes dans cette situation ; même si elles arrivent à avoir du travail, à chaque fois, il y a

les plus faibles... Alors quand le gouvernement dit : on va montrer aux hommes d'asile comment se comporter avec les femmes, en fait c'est eux qui poussent certains hommes à se comporter comme cela avec les femmes ; s'il y avait des droits ou un endroit où se plaindre, cela n'arriverait pas, ou moins.

Les relations entre réfugiés et sans-papiers

Quand les réfugiés sont arrivés, nous sommes allées, comme sans-papiers, les accueillir au Parc [Maximilien] car on avait été un jour des réfugiés comme eux. Et voilà que, peut-être, plusieurs d'entre eux vont être des sans-papiers un jour. On dit toujours qu'on est divisé, les sans-papiers et les réfugiés, mais pour nous, il n'y avait pas de grande différence ; parmi nous, il y a des gens qui sont passés par là et qui sont là depuis des années, et malheureusement, on ne les considère plus comme des gens qui doivent être aidés.

Mamadou : Pour conclure, je félicite cette initiative des femmes sans papier qui se mobilisent pour la lutte ; depuis longtemps on n'avait pas vu cela ; aujourd'hui, il y a un collectif de femmes qui naît, des femmes qui disent : « nous aussi, on a quelque chose à dire dans cette lutte et comment la mener » ; c'est super intéressant ça ! On doit les soutenir, les accompagner, pas seulement en matière logistique, en stratégie, car c'est difficile de s'organiser entre sans-papiers. J'adore entendre des femmes qui se lèvent et disent « on a notre voix à nous,

parmi les hommes ; oui, je sais m'organiser, je peux mener des luttes ». Je leur dis bravo ; c'est important aussi la détermination, c'est très salubre pour avoir des victoires !

Maimouna : C'est un chemin, c'est une communauté de femmes qui ont envie d'élargir leur lutte avec les autres, avec les syndicats et les étudiants, c'est pas parce qu'on est une communauté de femmes que l'on exclut les autres ; on lutte ensemble ; on veut être partie prenante des luttes ici. ■

[Voir l'entretien complet sur notre site, www.lct-cwb.be]



Un collectif de femmes sans papiers qui bouge !



Comité des Femmes Sans-Papiers

Pourquoi un collectif de femmes sans papier ?

Maimouna : On voit beaucoup d'hommes dans les manifestations des sans-papiers mais pas les femmes ; mais il y a des femmes dans les occupations et il y en a aussi qui ne sont pas dans les occupations. Si on a fait une

communauté de femmes, ce n'est pas parce que l'on veut se séparer des hommes, mais on s'est dit que c'est une bonne idée parce que en tant que femmes aussi, on a aussi des revendications à faire.

Lire la suite sur la page 14

**Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs !
Syndicalisation des sans-papiers dans leur secteur de travail,
pour lutter tous ensemble contre les mesures d'austérité du gouvernement !**

**NON à la migration sélective de l'Union européenne,
qui veut seulement permettre la venue temporaire
d'une main d'œuvre qualifiée selon les besoins de son économie !**

NON à la fermeture des frontières !

NON à la répression, NON à FRONTEX !

Bienvenue aux réfugiés et... des papiers pour tous !